

Commune de BRUYERES-LE-CHATEL

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
N° DCM2016/42

Date de Convocation : 22/06/2016

Date d’Affichage : 22/06/2016

Nombre de Conseillers :

EN EXERCICE : 23

PRESENTS : 18

VOTANTS : 21

L'an deux mil seize le vingt-neuf juin à 20 h 00,

Le Conseil Municipal, légalement convoqué le 22 juin 2016, s'est réuni à la Mairie, en séance publique, sous la présidence de M.Thierry ROUYER, Maire.

Etaient présents : Christophe ADEL-PATIENT, Martial BERTHENET, Jean-Louis CLOU, Jean DORET, Laurent FOURMOND, Jeannine GATIN, Arnaud GIRARD, Sophie HUBERT-TIPHANGNE, Laurence LE BIDRE, Fabrice MARION, Arnaud MONTESINO, Annie-France NORMAND, Amélia PEREIRA, Joël PEROT, Valérie PIQUE, Didier PREHU, Annie RANNOU, Thierry ROUYER. Formant la majorité des membres en exercice.

Absents représentés : François ALLERMOZ par M.MARION, Isabelle BARAVIAN par Mme PIQUE, Huguette GIRARD par M.BERTHENET.

Absents excusés : Virginie MARTINS-MELO, Christophe PINET.

Secrétaire de séance : Mme PEREIRA.

**OBJET : Proposition de modification du périmètre de protection des monuments historiques**

VU le Code du patrimoine et notamment les articles L621-1, L621-30, L621-31, L621-32 et R621-95,

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles R132-2 et L153-60,

VU la délibération n°DCM2014/85 du 24/09/2014 portant révision du Plan Local d'Urbanisme – prescription de la révision, définition des objectifs poursuivis et des modalités de la concertation,

VU le rapport de présentation portant sur la modification de la servitude d'utilité publique sur la commune de Bruyères-le-Châtel – proposition de périmètre de protection modifié pour les abords d'un monument historique proposé par l'Architecte des Bâtiments de France reçu le 31/05/2016,

VU l'avis favorable de la commission aménagement du territoire et urbanisme du 20/06/2016,

CONSIDERANT que le périmètre actuel est défini par un rayon de 500m centré sur le monument historique, l'Eglise Saint Didier,

CONSIDERANT que l'objectif du périmètre de protection est de réserver l'action de l'Architecte des Bâtiments de France aux zones les plus cohérentes et en étroite relation avec les monuments afin de recentrer ses interventions sur les enjeux patrimoniaux et sur les lieux les plus sensibles au regard de la préservation des monuments concernés,

CONSIDERANT que la proposition conduit à réduire sensiblement les secteurs de la commune de Bruyères-le-Châtel assujettis à l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France à l'occasion de toutes demandes d'urbanisme (permis de construire, d'aménager, déclaration préalable, etc...),

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur Didier PREHU, Maire adjoint à l'aménagement du territoire et l'urbanisme, le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- APPROUVE la proposition de modification du périmètre de protection pour les abords du monument historique – Eglise Saint Didier – telle qu'annexée à la présente délibération,

- DIT que le projet de modification fera l'objet d'une enquête publique conjointe avec celle du Plan Local d'Urbanisme,

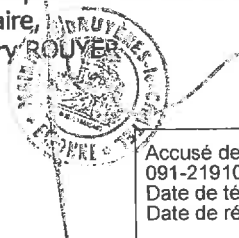
- AUTORISE le Maire à effectuer toutes les démarches nécessaires pour mener à bien cette opération et à signer les documents correspondants,

- DONNE au Maire pouvoir afin de poursuivre l'exécution de la présente délibération.

Adopté par 18 voix et 3 abstentions (M.BERTHENET, Mme GIRARD, M.MONTESINO) par un scrutin public.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. En outre, il informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de la présente notification.

Fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus,  
Pour copie certifiée conforme au Registre,  
Le Maire,  
Thierry ROUYER



Accusé de réception en préfecture  
091-219101151-20160629-DCM201642-DE  
Date de télétransmission : 01/07/2016  
Date de réception préfecture : 01/07/2016

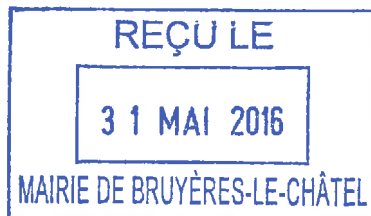




PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

Direction régionale des affaires culturelles  
d'Île-de-France  
Unité départementale de l'architecture  
et du patrimoine de l'Essonne

Courriel : cathy.emma@culture.gouv.fr



Évry, le 19 mai 2016

L'Architecte des Bâtiments de France

à

Mairie de Bruyères-le-Chatel  
2, rue des Vignes  
91 680 Bruyères-le-Chatel  
A l'attention de M. le Maire

***RAPPORT DE PRESENTATION PORTANT SUR  
LA MODIFICATION DE LA SERVITUDE D'UTILITE PUBLIQUE  
SUR LA COMMUNE DE BRUYERES-LE-CHATEL  
Proposition de périmètre de protection modifié pour les abords  
d'un monument historique***

**1 – Monument concerné :**

- Église Saint-Didier, monument Classé au titre de la Loi de 1913 par arrêté du 04.07.1931.

Rappel des autres servitudes sur la commune de Bruyères-le-Châtel

- Menhir et bande de terrain de 15 mètres alentour, monument inscrit par arrêté du 07.09.1978.

**2 – Généralités :**

2-1 – Textes de référence encadrant cette procédure

• *Article L621-1 du code du patrimoine*

*Les immeubles dont la conservation présente, au point de vue de l'histoire ou de l'art, un intérêt public sont classés comme monuments historiques en totalité ou en partie par les soins de l'autorité administrative. Sont compris parmi les immeubles susceptibles d'être classés au titre des monuments historiques :*

- a) Les monuments mégalithiques, les terrains qui renferment des stations ou gisements préhistoriques.*
- b) Les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou mettre en valeur un immeuble classé au titre des monuments historiques.*

- *Article L621-30 du code du patrimoine*

*Est considéré, pour l'application du présent titre, comme étant situé dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit tout autre immeuble, nu ou bâti, visible du premier ou visible en même temps que lui et situé dans un périmètre de 500 mètres.*

*Lorsqu'un immeuble non protégé au titre des monuments historiques fait l'objet d'une procédure d'inscription ou de classement ou d'une instance de classement, l'architecte des Bâtiments de France peut proposer, en fonction de la nature de l'immeuble et de son environnement, un périmètre de protection adapté. La distance de 500 mètres peut être dépassée avec l'accord de la commune ou des communes intéressées. Ce périmètre est créé par l'autorité administrative après enquête publique.*

*Le périmètre prévu au premier alinéa peut être modifié par l'autorité administrative, sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France après accord de la commune ou des communes intéressées et enquête publique, de façon à désigner des ensembles d'immeubles bâtis ou non qui participent de l'environnement du monument pour en préserver le caractère ou contribuer à en améliorer la qualité.*

*En cas de désaccord de la commune ou des communes intéressées, la décision est prise par décret en Conseil d'État après avis de la Commission nationale des monuments historiques.*

*Lorsque la modification du périmètre est réalisée à l'occasion de l'élaboration, de la modification ou de la révision d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale, elle est soumise à enquête publique par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, en même temps que le plan local d'urbanisme ou la carte communale. L'approbation du plan ou de la carte emporte modification du périmètre.*

*Le tracé du périmètre prévu par le présent article est annexé au plan local d'urbanisme dans les conditions prévues à l'article L. 153-60 du code de l'urbanisme.*

*Les enquêtes publiques conduites pour l'application du présent article sont réalisées conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement du code de l'environnement.*

- *Article R132-2 du code de l'urbanisme*

*Lorsque la modification d'un ou plusieurs des périmètres mentionnés aux quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 621-30 du code du patrimoine est effectuée conjointement à l'élaboration, la révision ou la modification d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale, le préfet porte à la connaissance du président de l'établissement public ou du maire la proposition de modification faite par l'architecte des Bâtiments de France en application du sixième alinéa du même article.*

- *Article R621-95 du code du patrimoine*

*La décision de création d'un périmètre de protection adapté ou de modification d'un périmètre de protection est prise par un arrêté du préfet de département publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.*

*Le préfet notifie l'arrêté aux maires des communes concernées et, le cas échéant, au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme ou de carte communale. Lorsque le territoire concerné est soumis à un plan local d'urbanisme ou à une carte communale, l'autorité compétente annexe le tracé des nouveaux périmètres à ce plan, dans les conditions prévues à l'article L. 153-60 du code de l'urbanisme.*

*considérée comme rejetée.*

*Les auteurs de la demande sont tenus de se conformer aux prescriptions qui leur sont imposées pour la protection de l'immeuble classé ou inscrit par l'autorité administrative dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article L. 621-31 et dans les cas prévus aux trois premiers alinéas du présent II.*

## 2-2 – Rappel des objectifs et de la procédure

L'objectif des périmètres de protection modifiés est de réserver l'action de l'architecte des bâtiments de France aux zones les plus cohérentes et en relation étroite avec le monument afin de recentrer ses interventions sur des enjeux patrimoniaux et sur les lieux les plus sensibles au regard de la préservation du monument concerné.

Cette modification n'exclut pas le cas échéant une augmentation dans certaines directions considérant que celle-ci n'a de sens que dans le champ de visibilité. La délimitation du nouveau périmètre doit être simple et pertinente et le résultat d'une concertation entre le maire et l'architecte des bâtiments de France.

Lorsque le projet est établi, l'architecte des bâtiments de France informe le préfet de son projet de modifier une ou plusieurs servitudes, le préfet communique cette proposition, pour accord à la commune, en application à l'article R.132-2 du code de l'urbanisme. Cette information doit prendre la forme d'une note justificative et d'un document graphique faisant apparaître le nouveau tracé.

Une fois les documents transmis par le préfet, l'accord de la commune prend la forme d'une délibération du conseil municipal. La proposition est ensuite soumise à enquête publique conjointement à celle effectuée lors de l'élaboration, de la modification ou de la révision d'un plan local d'urbanisme ou d'une carte communale.

Après l'enquête publique et l'avis favorable du commissaire-enquêteur, la décision de modification du périmètre de protection est prise par un arrêté du préfet de département. Il sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sur le site internet du ministère de la Culture et de la Communication.

L'approbation du document d'urbanisme incluant le périmètre de protection par délibération du conseil municipal entraînera la modification du périmètre. Le tracé du périmètre modifié sera ensuite à annexer au document d'urbanisme.

## 2-3 Objectifs à atteindre

Ne pas pénaliser l'instruction de demandes d'autorisations par un allongement de délai (un mois) dû à une consultation sans objet du service départemental de l'architecture et du patrimoine.

Il est cependant utile de préciser que la suppression de certains secteurs en tant que saisine obligatoire de l'architecte des bâtiments de France n'exclut pas la possibilité pour la mairie de consulter le service territorial de l'architecture et du patrimoine de l'Essonne sur tout projet pour lequel la mairie souhaiterait une expertise, technique architecturale et urbaine.

- *Article L.153-60 du code de l'urbanisme*

*Les servitudes mentionnées à l'article L. 151-43 sont notifiées par l'autorité administrative compétente de l'État au président de l'établissement public ou au maire. Ceux-ci les annexent sans délai par arrêté au plan local d'urbanisme. A défaut, l'autorité administrative compétente de l'État est tenue de mettre le président de l'établissement public compétent ou le maire en demeure d'annexer au plan local d'urbanisme les servitudes mentionnées au premier alinéa. Si cette formalité n'a pas été effectuée dans le délai de trois mois, l'autorité administrative compétente de l'État y procède d'office.*

- *Article L621-31 du code du patrimoine*

*Lorsqu'un immeuble est adossé à un immeuble classé ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit au titre des monuments historiques, il ne peut faire l'objet, tant de la part des propriétaires privés que des collectivités et établissements publics, d'aucune construction nouvelle, d'aucune démolition, d'aucun déboisement, d'aucune transformation ou modification de nature à en affecter l'aspect, sans une autorisation préalable.*

- *Article L621-32 du code du patrimoine*

*I. – Le permis de construire, le permis de démolir, le permis d'aménager ou l'absence d'opposition à déclaration préalable tient lieu de l'autorisation prévue au premier alinéa de l'article L. 621-31 si l'architecte des Bâtiments de France a donné son accord.*

*En cas de désaccord soit du maire ou de l'autorité administrative compétente pour délivrer le permis de construire, le permis d'aménager ou le permis de démolir ou pour ne pas s'opposer à la déclaration préalable, soit du pétitionnaire avec l'avis émis par l'architecte des Bâtiments de France, le représentant de l'État dans la région émet, après consultation de la section de la commission régionale du patrimoine et des sites, un avis qui se substitue à celui de l'architecte des Bâtiments de France. Le recours du pétitionnaire s'exerce à l'occasion du refus d'autorisation ou de l'opposition à la déclaration préalable. Si le représentant de l'État dans la région exprime son désaccord à l'encontre de l'avis de l'architecte des Bâtiments de France, le maire ou l'autorité administrative compétente peut délivrer le permis de construire, le permis de démolir ou le permis d'aménager initialement refusé ou ne pas s'opposer à la déclaration préalable. En l'absence de décision expresse du représentant de l'État dans la région dans le délai de deux mois à compter de sa saisine par le maire, l'autorité administrative compétente ou le pétitionnaire, le recours est réputé admis.*

*Le délai de saisine du représentant de l'État dans la région ainsi que les délais impartis au maire ou à l'autorité administrative compétente pour statuer sont fixés par décret.*

*II. – Lorsqu'elle ne concerne pas des travaux pour lesquels le permis de construire, le permis de démolir, le permis d'aménager ou la déclaration préalable est nécessaire au titre du code de l'urbanisme, la demande d'autorisation prévue à l'article L. 621-31 du présent code est adressée à l'autorité administrative. Celle-ci statue après avoir recueilli l'avis de l'architecte des Bâtiments de France. Toutefois, si le ministre chargé de la culture a décidé d'évoquer le dossier, l'autorisation ne peut être délivrée qu'avec son accord exprès.*

*Si l'autorité administrative n'a pas modifié sa réponse aux intéressés dans le délai de quarante jours à dater du dépôt de leur demande ou si cette réponse ne leur donne pas satisfaction, ils peuvent former un recours hiérarchique dans les deux mois suivant la modification de la réponse de l'autorité administrative ou l'expiration du délai de quarante jours imparti à l'administrative pour procéder à ladite notification.*

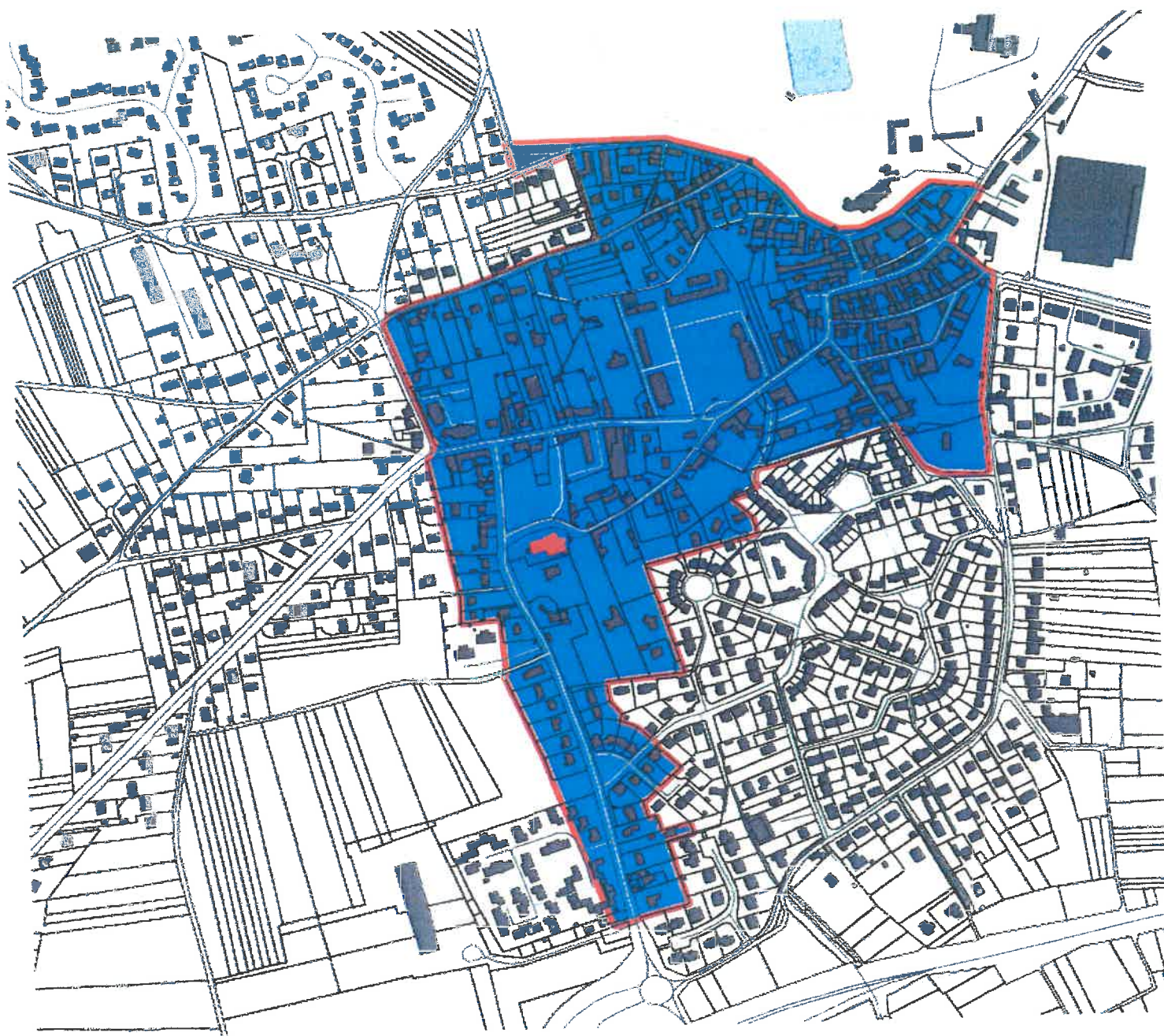
*L'autorité administrative statue. Si la décision n'a pas été notifiée aux intéressés dans un délai fixé par voie réglementaire à partir de la réception de leur demande, cette demande est*

### 3 – Rapport de présentation, argumentaire pour la modification du périmètre

#### 3-1. Église Saint-Didier

##### 3-1.1 Caractéristiques du monument historique

L'église est érigée vers le milieu du XI<sup>ème</sup> siècle au sein d'un prieuré dépendant du monastère de Saint-Florent de Saumur. La première mention est faite en 1070 dans le chartier de Saint-Florent. L'église d'origine a disparu, la partie la plus ancienne est la tour du clocher et ses contreforts, sans doute du XII<sup>ème</sup> siècle. La nef a été construite au XIV<sup>ème</sup> siècle et le transept au XV<sup>ème</sup> siècle. Les pilastres du chœur sont également du XIV<sup>ème</sup> siècle, mais le chœur à cinq pans a été refait et agrandi au XVI<sup>ème</sup> siècle. Jusqu'en 1649, deux paroisses



existent à Bruyères : l'église du château, avec un curé en titre et l'église Saint-Didier. En 1649, lors des guerres de religion, l'église du château est profanée, les paroissiens doivent se rendre pour le culte à Saint-Didier. Les deux paroisses sont officiellement réunies en 1754, Saint-Didier étant l'église et Notre-Dame devenant uniquement la chapelle du château. Sous la Révolution, les cloches sauf une sont offertes à la Convention, ainsi que les objets précieux ayant appartenu au clergé. Au cours du XIX<sup>ème</sup> siècle, la Confrérie de Sainte-Claire contribue à redonner à l'église son ancien faste. En 1851, un porche rustique est rajouté pour protéger le portail Renaissance.

### 3-1.2 Le monument historique et son environnement

L'église de Bruyères-le-Châtel a la particularité d'être excentrée du centre bourg ancien du village. Son environnement est celui d'une urbanisation majoritairement du XX<sup>ème</sup> siècle avec, au sud-est, des lotissements récents.

### 3-1.3 Argumentaires pour la définition du nouveau périmètre

Le périmètre modifié est plus restreint par rapport aux abords actuels. Afin de rendre celui-ci plus pertinent et plus cohérent avec le monument historique protégé, ce nouveau périmètre tient compte d'une part, de la sédimentation historique du village et d'autre part, de la covisibilité avec l'église Saint-Didier.

L'environnement s'est profondément modifié depuis quelques années avec la création des lotissements modernes et des équipements publics. Cet environnement n'entretient pas de relation de cohérence architecturale et urbaine avec l'église. Cependant, du fait de son implantation, une partie de ce tissu, à proximité immédiate de l'église et en covisibilité avec celle-ci, nécessite une surveillance pour garantir la préservation d'une bonne présentation du monument classé.

## **3-2. Menhir**

### 3-2.1 Caractéristique du monument historique :

Trop peu de fouilles archéologiques ont été réalisées aux abords du menhir pour pouvoir en déterminer la date d'érection.

Il se situe au lieu dit « La pierre-Mirault » sur une presqu'île en bordure sud-ouest du bassin de retenue de l'Orge, dans le site de Trévoix.

Ce bloc de pierre grossièrement rectangulaire, d'une hauteur de 80 cm, se finit en pointe. Il est légèrement incliné vers le sud.

Cette pierre est en grès.

Eu égard à son environnement naturel, très peu urbanisé, aucune modification du périmètre n'est proposé.



Cathy EMMA  
Architecte des Bâtiments de France  
Adjointe à la cheffe de l'UDAP de l'Essonne